

LES COMMUNAUTÉS RURALES, NOUVEAUX ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LA CAMPAGNE POST- COLLECTIVISTE EN LITUANIE

Jurgita Maviulyte

Universités de Vilnius et Montpellier (Paul Valéry) :

Présentation PPT disponible

Jurgita Maciulite analyse les changements à partir de trois niveaux d'échelle : national, districts et local. Dès 1995, face aux répercussions négatives du démantèlement du système collectiviste sur le fonctionnement des communautés locales, des habitants des campagnes ont commencé à se regrouper en « communautés rurales » ; en 2012, on en compte 1.600 réparties sur tout le territoire rassemblant en moyenne 500 personnes, sous la forme juridique d' « association non gouvernementale ». Pendant la première décennie de leur existence, leurs activités étaient orientées principalement vers le renforcement des liens sociaux entre les habitants ; depuis l'arrivée de diverses fondations et surtout du programme Leader financé par l'UE, ces communautés rurales souhaitent territorialiser leur présence en misant sur des stratégies et des projets plus concrets, principalement dédiés à la rénovation des villages (rénovation des bâtiments publiques, aménagement des espaces de vie : loisirs, sport, place...).

Diapositive 1

Diapositive 2

- L'analyse sera réalisée à partir de trois niveaux d'échelle le niveau national, le niveau des districts et le niveau local. Cette approche permet de comprendre les enjeux de développement local dans le cas lituanien.
- présentation du plan.

Diapositive 3

Les effets désorganisateur de l'effondrement du collectivisme soviétique

Pour comprendre le développement local en Lituanie, il faut avant toute chose évaluer le rôle des héritages sociaux, économiques et spatiaux dans le fonctionnement des territoires.

Diapositive 4

Après la reconstitution de l'indépendance politique, en 1990, la Lituanie a commencé la décollectivisation. Le bien des exploitations collectives étaient privatisés par les travailleurs et retraités agricoles et la terre étaient restitué aux anciens propriétaires. La disparition de modèle collectiviste qui a assuré la sécurité de l'emploi et le niveau de vie relativement élevée a entraîné le chômage et la pauvreté à la campagne. La moitié de la population totale considérée comme pauvre vit à la campagne.

L'effondrement du système collectiviste et la privatisation ont également entraîné la destruction des infrastructures socioculturelles et affecté les conditions de vie des sociétés rurales. Dès 1990, la majorité des équipements collectifs – cantines, crèches, maisons de la culture, services de première nécessité a été transférée aux collectivités locales ou à des opérateurs privés qui en ont modifié les destinations initiales. Après le démantèlement des kolkhozes et des sovkhazes, une grande partie des espaces ruraux s'est trouvée privée de services courants, d'accès aux premiers soins ou de centres d'animation culturelle. Changements de propriété, nouvelle gestion des équipements collectifs, manque de moyens financiers attribués par l'État aux collectivités locales ont été suivis d'une dégradation sensible des conditions de vie à la campagne. Selon une estimation du ministère de l'Agriculture, les ruraux ne bénéficient plus que de la moitié des services fournis pendant l'époque soviétique.

En outre, le démantèlement du système collectiviste a eu des répercussions négatives sur le fonctionnement des communautés locales.

Une décentralisation incomplète

La Lituanie constitue un cas à part dans l'Europe centrale et dans les pays baltes, à cause de son système de gouvernance territoriale. La loi de gouvernance territoriale de 1994 ne reconnaît qu'un seul niveau de collectivité territoriale bénéficiant d'une autonomie de gestion qui correspond à l'ancien district soviétique. Si pendant l'époque soviétique, le niveau communal formel existait, cet échelon territorial n'a pas été reconnu par le nouveau pouvoir lituanien.

La Lituanie compte 60 districts rebaptisés *savivaldybė*. Par ailleurs, l'autonomie locale a été reconnue pour des collectivités dont la taille est très excessive. La taille moyenne des districts non urbains fait plus de milles kilomètres carrés soit environ cent fois plus que dans le cas de la Pologne voisine et milles fois plus grand qu'en République Tchèque. Cette extension des collectivités territoriales ne permet pas l'instauration d'une véritable démocratie représentative, surtout en milieu rural et prive la population rurale de la gestion des affaires locales.

Quel est la réaction des sociétés locales à ce « vide » institutionnel ? Comment s'organisent elles pour mettre en place leur projet du développement local ?

L'apparition d'un nouvel acteur : la « communauté rurale »

Le déficit démocratique et institutionnel au niveau local et la dégradation de la qualité de la vie à la campagne ont suscité un mouvement original d'auto-organisation des citoyens. Dès 1995, des habitants des campagnes commencent à se regrouper en « communautés rurales ». Il s'agit des organisations non gouvernementales créées le plus souvent à l'initiative de femmes (professeurs, institutrices, salariées des maisons de la culture, bibliothécaires, médecins) qui, à l'époque soviétique, appartenaient à la « classe moyenne » de « l'intelligentsia » rurale. Depuis la décollectivisation, beaucoup de ces femmes, plus instruites et engagées socialement et politiquement que le reste de la population, ont subi un déclassement social à la suite de la perte de leur emploi et de la fermeture d'infrastructures socioculturelles ou d'écoles rurales. Leur sentiment croissant d'isolement et de déclassement a été exaspéré par la dégradation des conditions de vie à la campagne et la multiplication des comportements d'incivilité. La création de ces communautés par des femmes de l'intelligentsia rurale a constitué une sorte de réponse tant à leur marginalisation personnelle qu'à la fragmentation des sociétés villageoises en général.

En 2012, il y a 1 600 communautés rurales réparties sur tout le territoire. Leur titre juridique est « association non gouvernementale ». Ces associations se sont constituées à l'échelle de petites villes, de villages ou encore d'anciens kolkhozes. Pour la plupart, elles rassemblent en moyenne 500 personnes.

Diapositive : 5 et 6

Pendant les premières années leur champ d'activité était très divers : organisation de manifestations culturelles et sportives, aménagement de l'environnement, organisation des loisirs des enfants et des adolescents, aide aux personnes en difficulté. C'est-à-dire elles prennent en charge une gamme d'activités et de services qui avaient disparu avec le démantèlement des sovkhoses et kolkhozes. C'est une véritable innovation sociale à la campagne post-collectiviste.

Si pendant la première décennie de leur existence, leurs activités principales étaient orientées vers un renforcement des liens sociaux entre les habitants des communautés locales, depuis l'arrivée des diverses fondations et surtout du programme Leader, ces communautés rurales souhaitent territorialiser leur présence en misant sur des stratégies et des projets plus concrets.

À partir de 2004, l'initiative communautaire LEADER est devenue le principal outil du financement du développement rural en Lituanie.

Dès 2007, le programme Leader bénéficie environ 137,1 millions d'Euros et 93 pour cent de cette enveloppe est destiné à la mise en oeuvre des stratégies des GAL, c'est-à-dire la réalisation des projets locaux. L'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de vie à travers de la rénovation des villages et la diversification de l'économie à la campagne. Le règlement national du programme prévoit que au moins 73 pour cent de financement du GAL doit être consacré pour la rénovation des villages. Il s'agit de la rénovation des bâtiments, la conservation du patrimoine et les objets du paysage, le développement d'infrastructure, d'artisanat. Les bénéficiaires peuvent être des communautés rurales qui sont prioritaires.

Diapositive 7

En décembre 2011, il y avait 51 GAL créés dans le cadre de districts ruraux et couvrant toute le territoire rural du pays. En 4 ans, l'avancement des GAL dans le programme reste très inégal. seulement 36 GAL ont commencé le financement de projets locaux.

- *Commentaire du graphique :*

Sur près de 200 projets si l'on considère uniquement les associations, près de 160 sont des projets portés par les communautés rurales à l'échelle du pays.

Un des objectifs du programme est de réunir les ruraux et développer leur capacité d'action en commun. Et cela est très bien adaptés aux communautés rurales. Le principe général du programme s'appuie sur le partenariat et l'initiative « du bas vers haut » ce qui correspond parfaitement au fonctionnement des communautés rurales.

Diapositive 8

Si l'on observe les deux cartes on constate deux phénomènes :

- un premier aspect est que l'avancement des projets se fait de façon très distinguée selon les espaces.
- Le second, on observe une corrélation forte entre les communautés rurales et leurs participations aux programmes leader.
- *La carte de gauche montre l'avancement du programme leader en fonction du nombre de projet. Pourquoi une disparité entre le centre et le reste du pays ? On peut considérer premièrement que le caractère rural des espaces à l'ouest du pays est moins affirmé ce qui montre une moins forte présence de projets. Dans ces zones, la population rurale ne représente que moins de 20 %. Ensuite ce sont des territoires moins pauvres. Pour ce qui est de la zone du Est, nous avons des zones au caractère rural plus spécifique, (vieillesse, exode rural, très faible densité) qui expliquent la faible dynamique de projet. Au centre et au sud-ouest, une écharpe de territoires plus ruraux dotés de 50 à 60 % de population rurale où se localisent l'essentiel des projets de développement leader.*
- Sur la carte de droite (*participation des communautés rurales aux projets*), nous pouvons analyser la forte corrélation avec la carte de gauche, révélant la forte superposition des territoires de projet et ceux des communautés rurales.

Diapositive 9

L'étude de cas est celle de GAL de Joniškis qui se trouve au nord de la Lituanie près de la frontière avec la Lettonie. Le périmètre du projet correspond au territoire du district et s'étend sur 1 152 km². Le GAL représente 98 % du territoire de district qui compte 20 237 habitants. Plus de la moitié de la population (57 %) vit en milieu rural. Le territoire est faiblement peuplé (26,8 hab. / km² contre 52,1 hab. / km² en moyenne dans le pays).

Ce territoire bénéficie de ressources foncières importantes. Les terres agricoles sont les meilleurs de la Lituanie. L'agriculture demeure l'activité économique principale. Les activités non agricoles sont peu développées dans le district. De la même façon, les investissements sont parmi les plus faibles du pays ; il n'y a presque pas d'investissements étrangers. Le territoire est touché par le chômage et la pauvreté.

Quel est l'histoire dans la création de ce groupement d'acteurs locaux ? (lire diapositive)

Le GAL de Joniškis figure parmi les GAL les plus dynamique de la Lituanie. Le succès de ce GAL est liée d'abord à l'existence de réseaux communautaires denses et à leur dynamise. Deuxièmement, il bénéficie d'un très bon encadrement des acteurs locaux par l'administration du GAL qui se tourne facilement vers les gens, et s'appuie sur l'expérience acquise pendant la période du programme Leader + de 2004-2007.

Diapositive 10

En 2009, le ministre de l'Agriculture signe le décret accordant le financement au GAL : plus de 2 millions d'Euros ont été attribué pour la mise en œuvre de la stratégie.

- Au sein de ce Gal, nous notons une répartition homogène du développement des projets. Les principaux acteurs du programme sont les communautés rurales qui réalisent 30 projets sur 40 dans le GAL (soit 75 % des projets).
- Trois quart du financement a été destiné pour la rénovation des villages. La majorité des projets concerne la rénovation des bâtiments publiques, et l'aménagement des espaces de vie (loisirs, sport, place...).

Diapositive 11

- *Pourquoi cette priorité a-t-elle été choisie par les acteurs locaux ?*

Cette région agricole a perdu la majorité de son infrastructure culturelle et sociale Carte à gauche. Pendant l'époque soviétique 27 maisons de la culture situées dans les habitats centraux des exploitations collectivistes formaient le siège socioculturel des collectivités rurales. Après la décollectivisation il ne restait que 6 maisons de la culture. Carte à droite Actuellement la vie locale est organisée dans le cadre de 39 communautés rurales dont la majorité entre elle (37) a réussi à créer son propre lieux de vie local - les maisons des communautés rurales. Au travers des bâtiments rénovés, des espaces publics réaménagés les communautés locales entretiennent leurs liens sociaux villageois et surtout d'interconnaissance. Le financement des projets, grâce au

programme Leader, ne peut être que partiel, le travail bénévole des habitants permet d'apporter le reste des ressources nécessaires à la réalisation des projets. A travers cette logique d'organisation à la base, c'est l'autonomie d'action de la communauté locale qui s'exerce, les relations entre individus qui se tissent, le capital social qui se renforce.

Diapositive 12

En 2010, la communauté rurale de Gaižaičiai a reçu dix mille euros pour l'aménagement des abords autour de la maison de la communauté rurale. Cette première illustration démontre la territorialisation de leur présence en misant sur des projets plus matériels.

Diapositive 13

- L'appropriation des espaces de vie par les communautés rurales manifeste leurs empreintes matérielles que l'on voit au sein du village.

Diapositive 14

- Avec la décollectivisation, une mutation profonde du fonctionnement voire de la présence des sociétés locales s'est produite.
- Le vide institutionnel laissé par le démantèlement des kolkhozes n'a pas été remplacé par la reconnaissance de collectivités territoriales locales comme dans les autres pays d'Europe centrale.
- Singularité en Europe centrale, les communautés rurales sont une réponse à ce vide institutionnel.
- Depuis l'arrivée du programme Leader, source principale du développement local en Lituanie, ces groupes sociaux souhaitent territorialiser leur présence en misant sur des projets plus matérialisés.